

**Délibération n° 2018-11-29/18**

**Objet : Renouvellement de l'emploi permanent de catégorie A - à pourvoir par un agent titulaire ou à défaut par un contractuel en application de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26/01/1984**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 novembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

**Présents :** J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne  
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – C. Moreteau - B. Rodriguez – M. Litton - F. Boyer -  
J.M. Leïendeckers – R. Casas Mateu – A. Jamet - B. Cosme – I. Gianiel

**Absents représentés :** G. Rigidel excusé, pouvoir à M. Pellet - S. Riscal excusée, pouvoir à J.M. Malek - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Della Ragione excusé, pouvoir à X. Mirault - S. Waselynck excusé, pouvoir à A. Jamet

**Absents :** C. Germain – A. Estève - C. Prost

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :***

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-2° ;

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler l'emploi permanent de catégorie A à compter du 1<sup>er</sup> février 2019 pour l'emploi de directeur des services techniques dans le grade d'ingénieur principal relevant de la catégorie A à temps complet pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

- Direction et animation de l'ensemble des services techniques et coordination de l'organisation et de leurs activités.
- Préparation, mise en œuvre et suivi des décisions, orientations et actions municipales relevant du domaine technique,
- Développement de projets et coordination du travail entre Élus et Services concernés,
- Gestionnaire du patrimoine de la Ville, notamment immobilier,
- Gestionnaire des travaux et de l'environnement,

Cet emploi sera occupé par un contractuel sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. En effet, cet agent contractuel sera recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans compte tenu du résultat du jury de recrutement du 16 novembre 2018 et plus précisément l'audition de 8 candidats. L'exposé des besoins de la commune en matière d'entretien, de rénovation et de mises aux normes de 31 bâtiments communaux (diagnostics réglementaires, AD'AP, sécurisation vigipirate), les enjeux sur le territoire métropolitain et la disponibilité permanente demandée ont permis d'orienter le choix du jury sur le renouvellement du contrat de travail de l'agent en poste actuellement, et notamment eu égard à son évaluation annuelle 2016, 2017 et 2018.

La rémunération sera calculée en référence au grade d'ingénieur principal Indice brut 979, indice majoré 793 à laquelle seront rajoutés l'indemnité spécifique de service, en référence à la délibération 2013-05-16/6 relative à l'approbation du nouveau régime indemnitaire et le complément indemnitaire annuel en référence à la délibération n° 2016-12-06 / 20 relative au RIFSEEP.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra donc justifier de son expérience professionnelle et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser le Maire :

- A signer le contrat de travail et tout document relatif à ce recrutement.
- A inscrire la dépense au budget de la commune pour la durée du contrat.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 24 voix (2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 29 novembre 2018

Le Maire  
Jean-Pierre RICO

